

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET ALTÉRITÉ POLITIQUE : LE CAS DU « 15-M » AU SEIN D'EL PAÍS ET D'EL ABC.

Arnaud Dolidier¹

¹ Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, France.
E-mail: arnaud.dolidier@gmail.com

Recibido: 21 Septiembre 2011 / Revisado: 1 Octubre 2011 / Aceptado: 9 Octubre 2011 / Publicación Online: 15 Febrero 2012

Resumé: Le mouvement social apparu en Espagne le 15 mai 2011 a fait l'objet de nombreux commentaires, notamment de la part des journalistes. Cette mobilisation possède la particularité de s'inscrire dans des espaces ouverts, en construction, caractérisés par une multitude de pratiques et de discours. Pourtant, la presse écrite a décrit, analysé et interprété cet événement à l'aide de catégories naturalisées, ayant pour effet d'en déterminer le sens. Ainsi, la prétention à l'objectivité du champ journalistique peut faire l'objet d'une étude historique. Celle-ci se donne pour objectif l'élaboration d'une critique discursive, considérant, à l'instar de l'historien Miguel Angel Cabrera¹, que les historiens sont des *déconstructeurs* face à toute tentative de naturalisation de la réalité humaine.

Mots-clefs: langage, citoyen, démocratie, action collective, normalisation, violence.

L'Espagne, depuis la transition démocratique, a été le théâtre de nombreux mouvements sociaux. Pourtant, la mobilisation collective amorcée ces derniers mois ne peut être comparée aux expériences précédentes. La lutte sociale baptisée « 15-M » ou « mouvement des indignés » née en mai 2011 diffère d'avec les mobilisations antérieures, notamment parce qu'elle a surpris tous les observateurs et habitants espagnols, opérant des mutations tant au niveau des discours politiques que dans le répertoire d'actions collectives mobilisé². Il s'agit d'une expérience singulière qui, à plus d'un titre, est venue perturber la vie politique et sociale espagnole. Les acteurs et actrices de ce

mouvement ont remis en cause certains piliers du système démocratique, telle que la représentation parlementaire. Ils et elles ont également fait exploser les dispositifs bureaucratiques chargés d'encadrer les actions collectives, en créant de nouvelles formes de mobilisation telles que l'assemblée et l'auto-gestion³. Rupture donc, dans le sens où cette lutte remet en question le modèle démocratique espagnol né de la transition. Mais continuité également, puisque de ce mouvement émerge une nouvelle culture politique fondée sur une reconfiguration des formes modernes de la citoyenneté.

La citoyenneté est le langage de nos régimes démocratiques modernes. Ce n'est pas simplement un concept qui rend compte des luttes historiques menées par les acteurs pour acquérir de nouveaux droits. Il s'agit d'un processus de conversion personnel et collectif modifiant les formes et les conditions de l'existence elle-même. Le citoyen, objet de transformation historique, ne doit pas être entendu comme une entité atemporelle et transcendante. Cette catégorie est le fruit de constructions historiques et discursives offrant les conditions nécessaires pour déployer des pratiques conformes avec l'Etat-nation moderne. Les formes d'identifications citoyennes sont ainsi transformées et guidées par les langages de la modernité. Comme le démontre Jesús Izquierdo Martín, la construction du sujet citoyen ne se fait pas seulement à travers le dialogue d'individus similaires, mais aussi par la mobilisation d'images spectaculaires des « autres ». L'altérité permet de réaffirmer mais également de renforcer les vertus et le positif du sujet citoyen⁴.

Il existe une hétérogénéité constitutive dans la production des figures de « l'autre ». Chacune d'entre elles s'inscrivant dans une historicité spécifique pour construire les traits d'altérités genrées, « raciales » et politiques. En outre, la production de sujets « non-citoyens » s'apparente dans les discours politiques et institutionnels à des figures mythiques, que l'on peut nommer « ennemi intérieur ». L'efficacité d'une expression comme celle-ci réside dans l'imprécision de l'image et dans le caractère non identifiable de l'ennemi⁵. Plusieurs travaux récents ont mis à jour comment la production discursive d'ennemis intérieurs émanait de la pensée militaire⁶, et comment ces images sociales permettaient de légitimer les mécanismes de contrôle et de répression sur les populations. L'anarchiste, comme figure sociale du désordre, constitue une altérité politique permettant de revaloriser les identités citoyennes. Ce dispositif⁷ s'inscrit dans des contextes socio-historiques distincts. C'est une image mouvante, sans cesse re-signifiée, et qui correspond à l'adaptation des discours de légitimation du pouvoir pour désamorcer – entre autres – la radicalisation des mouvements sociaux. Dans les cultures politiques dominantes, la création de « nouvelles menaces » pour garantir l'ordre sécuritaire s'apparente en partie à l'invention d'une figure du désordre au sein des luttes sociales. La construction discursive de sujets « non-citoyens » fait partie d'un processus biopolitique⁸ pour encadrer les mobilisations collectives.

Comme l'a démontré l'historienne Joan Scott⁹, le langage n'est pas un simple véhicule qui permet de rendre compte d'une réalité « objective ». Au contraire, celui-ci opère selon un système de différenciation, comme facteur de constitution de la pensée. Si les mots ne sont pas transparents, mais participent activement à conceptualiser la réalité sociale, il apparaît nécessaire d'analyser les conditions discursives pour comprendre la capacité des personnes mobilisées à agir. Il ne s'agit pas de partir de l'expérience pour entendre la situation, mais bien d'analyser les processus de significations qui alimentent, transforment, et reconfigurent l'action contestataire en lui donnant un sens. Bien entendu, l'objectif n'est pas de relativiser tous les discours, ni même de considérer qu'ils se valent tous, mais bien d'analyser des pratiques langagières, d'historiciser les concepts mobilisés qui permettent de structurer la réalité sociale. Dans ce processus, le champ

journalistique occupe une place privilégiée au sein du débat public. La diffusion et la construction de représentations homogènes – à l'aide d'un ensemble de catégories juridico-politiques – transforment le sens des expériences vécues par les protagonistes.

Selon Pierre Bourdieu, la société est constituée d'une pluralité de champs qui sont des espaces autonomes structurés par des rapports de domination et des enjeux de pouvoir¹⁰. Ainsi, l'objectif est de nous pencher sur le champ journalistique pour analyser la construction de ses discours. Percevoir la manière dont la presse écrite interprète les expériences sociales, investit des espaces discursifs au sein d'une lutte en construction, où s'affrontent divers points de vue. Nous voulons démontrer que la construction discursive d'une menace « antisystème » au sein du 15-M permet d'inscrire l'ensemble du répertoire d'actions collectives dans des enjeux de légitimation guidés par les valeurs, principes et représentations dominantes. Ce travail a surtout la volonté d'ouvrir quelques pistes de recherche concernant la production discursive des figures sociales du désordre dans l'Espagne contemporaine et actuelle. Nous pensons, à terme, qu'une analyse généalogique de ces représentations peut aider à comprendre l'instauration des politiques de l'exception¹¹, des dispositifs de contrôle, et le rôle des langages sécuritaires dans ces configurations complexes. Par ailleurs, nous voulons ajouter que les conclusions auxquelles nous sommes parvenues n'indiquent pas si les dispositifs narratifs construits par le champ des journalistes ont un réel impact sur le cours de l'action. Ainsi, une analyse empirique des pratiques langagières et des usages conceptuels reste à produire. Elle peut permettre de mesurer l'influence des discours dominants, le déplacement et les divers usages des notions sociopolitiques chez les acteurs et les actrices de ce mouvement.

L'analyse se limite à deux quotidiens espagnols importants, *el Pais* et *el ABC*. Les articles examinés couvrent la période délimitée entre le 15 mai et le 15 juillet 2011. Les deux premiers mois du mouvement social sont en effet l'enjeu de luttes discursives importantes pour imposer des représentations. Le nombre d'exemplaires tirés chaque jour de ces journaux, ainsi que leur poids dans le paysage de la presse espagnole, justifient ce choix¹². Par ailleurs, nous avons voulu recueillir les textes de deux quotidiens provenant de bords politiques distincts, afin de

voir si, malgré leurs divergences, il existait un langage commun pour rendre compte du mouvement social et désigner une menace. Dans un premier temps, l'analyse se donne pour but d'explorer la manière dont la presse identifie les acteurs et les actrices du mouvement, puis d'éclairer les usages et les significations donnés au concept de « démocratie ». Enfin, l'objectif est de saisir la façon dont ces deux journaux mobilisent la figure du dissident politique.

1. LE 15-M, UN MOUVEMENT DE « CITOYENS INDIGNÉS ».

Dès les premiers comptes-rendus de la mobilisation, les journaux constatent l'hétérogénéité du mouvement social. *El ABC* emploie une multitude de termes pour décrire les acteurs et leurs objectifs. On perçoit dès lors l'importance du jaillissement d'un événement qui, dans un premier temps, surprend les observateurs. Dans l'article du 16 mai 2011 intitulé *Le « fait tourner autour de toi » : des milliers de jeunes s'organisent par le biais des réseaux informatiques pour exiger des changements*¹³, on ne parle pas encore des « indignés », ni du « mouvement citoyen ». On fait référence aux « jeunes précaires », « indignés », « en colère », « excédés », qui réclament « un changement politico-social ». Le journaliste tente une comparaison avec la mobilisation de 2004 initiée contre le Parti Populaire (PP), suite à la gestion politique des attentats dans la gare D'Atocha le 11 mars 2004. L'analyse est frileuse, reflet d'une situation contingente où les grilles de lecture dominantes ont été prises de cours. Même constat dans l'article d'*El País* du 15 mai, qui parle de jeunes précaires clamant des slogans contre la classe politique et contre la corruption. Pourtant, si *el ABC* n'identifie pas ce mouvement d'emblée comme « citoyeniste », *el País* tente de décrire un ensemble de particularités pour les englober sous cette identification. Dans le titre de l'article, on voit aussi apparaître le mot « indigné » :

« Dans la capitale espagnole les organisateurs ont réussi à remplir la place centrale de Cibeles aux cris de « cette crise nous ne la payons pas », « assez de corruption, passons à l'action », « mains en l'air, ceci est un hold-up », « PSOE-PP, c'est la même merde » ou « futur de merde, travail précaire ». La plate forme a élaboré un manifeste dans lequel on peut constater la préoccupation et l'indignation des

citoyens concernant les conséquences de la crise économique et la réponse politique face à celle-ci. « Quelques uns se considèrent plus progressistes, d'autres plus conservateurs. Les uns croyants, les autres non. Certains d'entre nous ont des idéologies bien définies, d'autres se considèrent comme apolitiques. Mais nous sommes tous préoccupés et indignés par le panorama politique, économique et social que l'on voit autour de nous. A cause de la corruption des politiques, entrepreneurs, banquiers... », résumant les organisateurs des protestations¹⁴. Pour la première fois la société civile espagnole s'est organisée en marge des règles en vigueur pour protester contre les politiques [...] « il n'y a pas d'alternative, tout cela doit avoir une suite », assure le mouvement. « Les partis se sont convertis en de grandes entreprises inefficaces, très corrompues. La citoyenneté est consciente de cela et leur a dit : « vous ne nous représentez pas »¹⁵.

La presse écrite interprète ce mouvement comme une mobilisation contre les partis politiques. La pluralité de débats et de revendications n'est pas retranscrite, tout comme l'hétérogénéité des sujets en lutte. Passés les premiers instants de la surprise, le champ journalistique, fort de son pouvoir de construction de l'événement, impose une « mise en récit » normative pour saisir la nature de faits nouveaux. Comme l'ont démontré Eric Fassin et Alain Bensa, « L'événement ne se donne jamais dans sa vérité nue, il se manifeste, ce qui implique aussi qu'il est manifesté, c'est-à-dire qu'il résulte d'une production, voire d'une mise en scène : il n'existe pas en dehors de sa construction¹⁶ ». L'intérêt d'un tel propos, comme le soulignent les auteurs, n'est pas de nier les références matérielles de l'événement, mais bien d'insister sur sa nature discursive. L'effort d'invention du sens de la mobilisation est précédé par la tentative d'identifier qui sont les personnes engagées. Ainsi par exemple, l'article paru dans *El ABC* le 18 mai 2011 et intitulé *Radiographie des indignés de Sol* : qui sommes nous, que voulons nous, observe l'hétérogénéité du mouvement grâce au langage de la citoyenneté :

« Puerta del Sol, quelque chose est en train d'émerger mais que les médias et la citoyenneté, du fait des proportions acquises, n'arrivent pas pour l'instant à déchiffrer. Les verdicts sont si hétérogènes

à l'image de ces jeunes qui campent au kilomètre zéro de Madrid ou ceux qui arrivent spontanément pour protester contre la situation personnelle dans laquelle ils se trouvent [...] Ce tout ne peut pas être dédaigné. Il émerge avec une rapidité qui dépasse même ceux qui se revendiquent « indignés » [...] Ces centaines de groupes se sont déplacés pour proclamer ensemble - « que non, non vous ne nous représentez pas » - après qu'un mouvement civique appelé « démocratie réelle maintenant » soit parvenu à réunir dans la rue de 60 villes différentes plus de 100.000 personnes. Ce fut le 15-M. Pour contredire ceux qui restent sceptiques *face à ce que signifie cette mobilisation citoyenne*, celle-ci a fait jaillir des centaines de milliers de personnes [...] »¹⁷.

Le journaliste constate l'hétérogénéité du mouvement, parle de dimensions qu'il est impossible pour l'instant de déchiffrer, mais qualifie dans le même temps la mobilisation de « mobilisation citoyenne ». De même, dans cet autre article paru le même jour :

« Qui sont ceux qui ont crié le slogan « nous ne sommes pas de la marchandise aux mains des politiques et des banquiers ? » Et bien, un peu tout le monde : de jeunes universitaires, des travailleurs autonomes qui ont du mal à finir le mois, des pères de familles qui ont perdu leur maison et dont le compte courant a été saisi, des retraités avec l'envie de se remémorer les temps anciens ou, simplement, des citoyens avec un esprit civique qui les empêche de rester chez eux les bras croisés »¹⁸.

Si l'émergence d'un tel mouvement social a surpris les commentateurs, c'est en partie parce que l'expérience collective n'a pas été fondée sur un sujet politique préalablement construit. La diversité des mots d'ordres exprimés témoigne de l'absence d'un « nous » clamé par les protestataires, incitant les journalistes à définir la multitude comme une multitude « citoyenne » issue de la « société civile ». C'est précisément à cause de cette absence de sujet, d'une identité politique faisant l'expérience consciente de la contestation, que les discours dominants ont pu lui imposer les mots de la citoyenneté. L'idée qu'à l'origine de la mobilisation se trouve un « nous » multiple et fragmentaire, unis à travers un répertoire

d'action collective inédit, s'accompagne d'une objectivation du sujet « citoyen ». Il constitue une catégorie audible et visible, lorsque la parcellisation identitaire à l'origine d'une capacité d'agir semble être passée sous silence. Dès lors, cette volonté d'objectiver et de naturaliser « le citoyen » est une condition préalable pour interpréter ce mouvement. Cela s'accompagne également d'une mise sous silence des vocabulaires alternatifs tels que le langage de la lutte des classes, et de mots comme « prolétariat », « classe ouvrière », ou encore « exploités », etc.

« Jeunes, chômeurs, retraités; de gauche, de droite, de centre. Ils n'ont presque rien en commun, si ce n'est le mécontentement contre un système politique et économique dont ils croient qu'il ne les représente pas et qu'ils veulent changer »¹⁹.

La démocratie actuelle s'avère être chaque fois un peu plus vide de contenu pour une citoyenneté qui a une volonté de décision et de contrôle sur leurs propres vies. Un vote tous les quatre ans n'est pas suffisant pour ceux qui revendiquent la politique comme l'exercice quotidien de leurs droits, jour après jour et de haut en bas²⁰.

« Cela fait maintenant un mois que des groupes de citoyens « indignés » sont sortis dans les rues pour exprimer leur malaise face à la classe politique et réclamer un changement substantiel dans le système »²¹.

Dans l'ensemble des articles soumis à l'analyse, le « nous » qui émerge du mouvement social est un « nous » citoyen :

« Qui sont les “indignés” ? C'est une multitude de plates formes qui ont réclamé au début un autre système démocratique et ont appuyé les campements qui ont suivi les premières protestations. Aujourd'hui, les médias se réfèrent à ceux qui protestent dans les rues, de manière générique, comme Mouvement du 15-M ou indignés, entre autres. *Il s'agit, insistent-ils, d'un mouvement citoyen* »²².

Le langage de la citoyenneté indique la façon dont les journalistes traduisent les expériences qui émergent de la réalité sociale : celles-ci sont appréhendées par le biais d'un idéal citoyen, évacuant dans le même temps les langages de classes. On peut ainsi parler de « malaise » au

lieu de « confrontation », « d'indignation » au lieu de « révolution ». Traduire la réalité et les sujets en tant que « citoyens indignés » permet d'adoucir l'expérience de la lutte sociale, et de contenir les langages révolutionnaires dans le processus de construction discursive de l'événement. Par ailleurs, comme référence identitaire de l'Etat-Nation, le terme de « citoyen » permet d'explicitier les objectifs du mouvement en cours :

« Il a réussi [le mouvement] à mettre en évidence les failles de notre système politique, les défaillances dans le fonctionnement de quelques institutions et l'absence de réalisme et d'honnêteté dans les pratiques de plusieurs politiciens. Je crois qu'une erreur importante s'est produite dans son postulat de départ en prétendant enterrer le système actuel dans la mesure où celui-ci n'a pas d'alternative. Le démocratique, sans adjectif, est, bien sûr, le meilleur de tous ceux qui existent »²³.

Pourtant, les expériences sociales vécues par les protagonistes reposent sur l'assembléisme, l'autogestion, pouvant dès lors faire l'objet d'interprétations diverses et multiples, hors des références à la citoyenneté :

« Ici », commente Pablo Gomez, « on travaille de manière horizontale et autogestionnaire. Tout le monde possède la même voix et celui qui veut donner son opinion peut le faire. En fin de compte, on arrivera à un consensus qui permettra de prendre les décisions²⁴ ».

Ces expériences sont fondées en partie sur des discours qui ne recouvrent pas le langage citoyen. Invisible dans les récits dominants, l'absence de récits alternatifs permet aux journalistes d'inclure ces nouvelles pratiques sociales dans des représentations citoyennes conformes avec le système parlementaire :

« Bien que le mouvement du 15-M possède des caractéristiques libertaires – l'aspect assembléiste, le rejet du leadership et des hiérarchies – et que sur une des pancartes les plus célèbres hier on pouvait lire « si le vote était utile, il serait interdit », les promoteurs des protestations, à aucun moment, n'ont appelé à l'abstention »²⁵.

Présenté comme un mouvement de citoyens luttant contre la « corruption du système

politique », l'autonomie des pratiques contestataires est appréhendée comme une nouvelle forme de participation politique :

« Juan, porte parole du collectif, a affirmé qu'ils ne sont pas « antisystème », qu'ils croient dans la démocratie, mais que ce qu'ils réclament est « un changement dans ce système et dans cette démocratie », pour que « les politiques, grandes entreprises et entités financières fassent participer tous les citoyens »²⁶.

L'irruption de nouvelles pratiques autonomes et indépendantes des dispositifs bureaucratiques provoque le déplacement des catégories de pensées comme celle de « citoyen ». Investi d'un sens nouveau, le terme est revalorisé, re-signifié afin de s'adapter au nouveau répertoire d'actions collectives. L'intérêt d'un tel déplacement sémantique réside dans l'insertion des expériences alternatives au sein du récit démocratique. En qualifiant le mouvement de citoyen, celles-ci sont perçues comme de nouvelles modalités de résolution de conflits. Dans le même temps, leurs potentialités subversives sont désamorçées :

« Ce n'est pas une tâche facile que d'organiser la convivialité spontanée de centaines de personnes, d'origines diverses, qui ne se connaissent pas, dans le centre de la ville, sans que la chose dégénère [...] Et tout cela, sans hiérarchies et sans reproduire les méthodes du système qu'ils rejettent [...] Dans le nouveau petit Etat, baptisé selon les bouches de métro Place de la Solution, ils sont peu nombreux ceux qui osent parler en leur nom, et beaucoup sont ceux qui aiguillent les journalistes vers la sous-commission presse »²⁷.

Ainsi, l'utilisation naturalisée et réifiée du terme « citoyen » permet de maintenir la contestation dans un cadre légal. L'originalité des pratiques sociales telles que l'autogestion et l'assembléisme est incorporée au sujet « citoyen », dont le sens est déplacé, re-signifié, et transformé pour proposer de nouvelles formes d'identifications conformes aux valeurs, principes, et représentations de la culture politique dominante. Le déplacement du sujet « citoyen » permet ainsi de fixer et de rattacher les nouvelles expériences sociales aux catégories dominantes, pour l'inclure comme nouvelle modalité de l'action « démocratique ».

2. LUTTE SOCIALE ET DÉMOCRATIE.

« Démocratie » est un concept polysémique, sujet à de multiples transformations et re-significations historiques. Le champ journalistique l'emploie de manière atemporelle. Il désigne une technique de gouvernement, appréhendée dans le discours dominant comme l'aboutissement du processus historique. Il s'agit pourtant d'un mode de régulation politique du capitalisme, historiquement construit. Selon Alain Brossat²⁸, « la démocratie » s'est convertie en l'unique norme référentielle de la politique actuelle. Par ailleurs, comme l'affirme Alain Badiou, « il est certain que le mot « démocratie » reste l'emblème dominant de la société politique contemporaine. Un emblème, c'est l'intouchable d'un système symbolique. Vous pouvez dire ce que vous voulez de la société politique, vous montrez à son égard d'une férocité « critique » sans précédent, dénoncer « l'horreur économique », du moment que vous le faites au nom de la démocratie, [...] vous serez pardonné²⁹ ».

L'une des caractéristiques centrales du discours journalistique réside dans l'utilisation frénétique des termes de « démocratie » et « démocrate ». L'omniprésence de ces signifiants permet de rendre invisible d'autres discours. Tout mouvement social est légitime s'il dénonce les failles de la technique démocratique, non pas s'il la remet en question. Autrement dit, l'essence de la démocratie préexiste à l'émergence de tout mouvement de contestation. Elle constitue un *a priori* discursif pour toute mobilisation sociale, celle-ci se bornant à demander des réajustements et des changements « démocratiques ». C'est pourquoi l'on voit fleurir l'expression de « démocratie participative », conforme au déplacement sémantique de la catégorie « citoyen » :

« Ils proposent le passage d'une « démocratie bureaucratique, qui donne une importance maximale à l'économie, à une démocratie participative dans laquelle tous unis ils forment une partie de la solution ». Dans ce sens, une de leurs demandes est un changement de la loi électorale »³⁰.

« La prétention de comparer les mobilisés du dimanche passé au corps électoral du 22-M n'est pas seulement arithmétiquement insoutenable mais constitue également le viol d'une règle basique – un homme, un

vote – de la démocratie représentative ou participative »³¹.

Là encore, la signification exclusive attribuée au terme « démocratie » permet d'orienter et d'influencer les perspectives et les objectifs de la lutte en cours. Les énoncés médiatiques mettent en avant l'idée d'une essence de la démocratie, pervertie par le champ économique. Cette théorie rapportée par les journaux est interprétée comme étant à l'origine de la contestation du 15 mai 2011. L'idée que la mobilisation prend sa source dans la dénonciation d'une classe politique subordonnée aux intérêts des financiers permet de construire le sens de la lutte actuelle :

« Six Espagnols sur dix croient que l'économie est en train d'affaiblir les systèmes démocratiques, selon un sondage de Metroscopia. Chez une partie significative de la citoyenneté il existe une certaine dissonance cognitive entre la manière dont celle-ci a vu la crise se développer et l'idée qu'elle se fait de la démocratie. Les citoyens ne comprennent pas que les Etats se soient endettés pour sauver quelques banques qui aujourd'hui font des bénéfiques et prescrivent les politiques sociales à suivre pour sortir de la crise. Ainsi, à l'insatisfaction citoyenne traditionnelle face à la politique (où mieux dit, face à la classe politique), est venue s'ajouter la stupéfaction de ce qu'ils interprètent comme la subordination du système politique aux agents financiers »³².

La « démocratie » constitue le point de départ de la politique, la liminalité de toutes protestations dont l'objectif est de vouloir « démocratiser la démocratie³³ ». Les mobilisations collectives n'ont aucun fondement ni aucune perspective si elles se trouvent dans *l'en-dehors* de cet espace politique. Dès lors, l'idée d'une lutte « citoyenne » au nom de la « démocratie » devient le fil rouge des articles de presse. Elle s'accompagne d'une autre idée, consistant à interpréter la mobilisation comme la conséquence de valeurs culturelles, de notre civilisation « démocratique ». Ce dispositif indique qu'une lutte de telle nature n'est donc pas une surprise, mais un indice de l'attachement des citoyens à « la démocratie ». Ainsi, l'étonnement qui au départ de l'événement était prégnant, glisse vers une interprétation téléologique permettant d'exclure les contingences à l'origine de la contestation.

Cette construction discursive est fondée sur l'essentialisation des rapports de domination, sur la deshistoricisation des rapports sociaux en général.

« Pourquoi le débat du peuple sur l'état de la nation ? « Parce que nous voulons dénoncer la brèche qui sépare les citoyens des représentants politiques. Parce que les problèmes des citoyens ne rencontrent aucun écho dans le débat du Congrès des Députés, plombé par les calculs électoraux et le marketing politique [...]. Avec ce débat nous réaffirmons nos convictions démocratiques face à ceux qui applaudissent et favorisent le faux pouvoir des marchés³⁴ ».

En rapportant la parole sélectionnée d'acteurs de la mobilisation, la presse englobe des termes qui recouvrent des significations diverses. La juxtaposition de mots tels que « peuple », « nation », « citoyens », « représentants politiques », qui sont sujets à controverses et aux sens parfois antagoniques, institue une représentation univoque de ce qu'est la politique, légitimant ou condamnant les actions collectives déployées :

« Ainsi, 71% des Espagnols (83% entre les votants du PSOE et 54% entre ceux du PP) considèrent que le 15-M est un mouvement pacifique qui prétend régénérer la démocratie, face à un faible 17% qui considère que c'est un mouvement radical, antisystème, qui prétend substituer le système actuel par un autre »³⁵.

Démocratie est associée au mot pacifisme, lorsque radical est investi de connotations négatives, sous-entendu comme étant l'expression de « l'anti-démocratie ». Radical fait donc écho au terme de violence, avec tout ce qu'il comporte de fantasme dans l'imaginaire collectif. Ainsi, pour être légitime et tolérée, la contestation doit se mouvoir dans des pratiques pacifistes. Le déploiement d'actions collectives violentes est condamné, au principe que celles-ci sont anti-démocratiques. Selon Julio Arostegui, la violence est une modalité de résolution des conflits qui intervient lorsque le consensus n'est plus envisageable³⁶. La violence politique, qui se déploie historiquement dans le répertoire d'actions collectives sous des formes diverses, fait l'objet d'un discrédit dans le discours dominant puisqu'elle s'écartere du consensus démocratique :

« Le ministre de la présidence, Ramon Jáuregui, a été « catégorique » lors d'un entretien accordé à RNE en écartant ce qui s'est passé hier aux portes du Parlement de Catalogne, du mouvement 15-M. « *Le 15-M c'est autre chose* », a-t-il souligné, « *c'est une expression pacifique et démocratique de protestation* » [...] Jáuregui a signalé qu'hier « il y a eu un mélange d'antisystème et de *radicalité antidémocratique* très dangereuse avec laquelle je n'ai rien en commun » ; alors que « le 15-M est une expression pacifique et démocratique de protestation, l'expression d'une colère citoyenne face au futur »³⁷.

Dans l'extrait ci-dessus, la presse écrite rapporte la parole des élites politiques. Cette parole constitue un acte d'écriture performatif, compte tenu du statut du locuteur. Nous pouvons étayer cet aspect à l'aide de la contribution de l'historien Lucien Jaume, qui parle « d'idéopraxis³⁸ ». Ce néologisme créé par l'auteur, permet de différencier les textes d'interventions politiques, de ceux considérés comme théoriques. Selon lui, les textes se situant sur le terrain politique agissent comme des incitations à l'action. « L'effet de sens » d'un texte d'intervention politique marque « la praxis de l'agent politique », et contribue à penser la société et à diffuser des représentations spécifiques. Dans l'extrait ci-dessus, la parole rapportée de Ramón Jáuregui n'incite pas à l'action, mais définit ce que doit être le mouvement social et ce qu'il ne doit pas être. Cette parole performative permet de légitimer une « indignation » fondée sur des pratiques pacifistes. Elle influe sur l'agir des protagonistes, puisqu'elle en détermine le sens. La culture politique dominante tente de limiter les potentialités subversives en excluant des significations alternatives. L'action contestataire est ainsi dirigée vers l'effort d'un consensus général, et non plus vers la construction d'un rapport de force :

« En général, toutes les commissions se sont mises d'accord sur l'importance de l'unité, du respect et de la non violence » lorsqu'au même moment on assurait hier « avoir résolu les petits conflits qui avaient surgi entre diverses commissions, et retrouvé l'ambiance solidaire de la place », où doit se maintenir, selon les organisateurs, « un climat civique et respectueux face à ce qu'il reste de campement »³⁹.

« Les campeurs de la Puerta del Sol madrilène ont assuré aujourd'hui que le campement « n'est pas en train d'interrompre le trafic, ne porte pas atteinte au petit commerce » et ont défendu la « salubrité » des tentes de camping et des étalages comme l'ont accredité hier les inspecteurs municipaux de la santé »⁴⁰.

Inscrit dans une lutte sémantique pour imposer ses significations, la presse écrite utilise aussi constamment la notion de « société civile » :

« De même, la faute de transparence et de rigueur dans la gestion de l'argent public devrait faire l'objet d'un suivi continu et adéquat de la part de la société civile, et c'est là à mon avis que les indignés de bonne foi devrait s'intégrer. Cette société civile devra nécessairement assumer un protagonisme plus grand dans la construction du futur collectif. A l'inverse, les politiciens à l'esprit étroit qui agissent seulement en pensant à la rentabilité électorale doivent s'écarter de la vie publique »⁴¹.

« Société civile » peut se définir comme tout ce qui se trouve en dehors de l'action de l'Etat. La notion se réfère à des secteurs aussi divers que celui de l'associatif, de l'intime, du marché, et s'emploie à décrire tous les contre-pouvoirs. Ainsi, ce concept véhicule une forte charge idéologique dans la mesure où il englobe des phénomènes et des réalités sociales disparates⁴². Instable, confus et polysémique, il permet d'exclure les langages faisant référence à d'autres formes de classifications sociales. Dès lors, l'arsenal conceptuel déployé par la presse écrite permet d'inscrire l'ensemble des pratiques sociales dans des enjeux de légitimation. L'autorité linguistique prétend fonctionner comme un régime de vérité, un système de discours/pouvoirs afin d'instaurer une frontière symbolique dans l'espace des pratiques tolérées ou condamnées :

« Il l'appelle démocratie mais ça n'en est pas », criaient-ils entre leurs slogans. Un mois plus tard, *ce qui ne ressemble pas à de la démocratie c'est la dérive que le mouvement originel a pris* : un maire, celui de Madrid, qui ne peut se promener avec sa famille durant son temps libre puisque des dizaines d'exaltés se sont donnés rendez-vous en face de sa maison pour l'insulter.

Parce que cette année, il n'y aura pas de musique à l'aube à Chueca. Des députés qui ne peuvent accéder à leurs sièges, des présidents de communautés autonomes obligés d'arriver à leur parlement en hélicoptère, des conseillers légitimés par les urnes qui se font injurier alors qu'ils assistent à des sessions d'investiture »⁴³...

« Plus de 3.000 « indignés » du mouvement 15-M, réunis depuis la nuit précédente dans le parc de la Ciudadel de Barcelone, aux portes du Parlement catalan, ont harcelé durant toute la journée d'hier les 135 députés de cette institution, qui ont été humiliés, insultés, agressés, et ont reçu de violentes pressions pour empêcher la tenue de la séance plénière prévue. Les « indignés » tentaient d'empêcher l'accès à l'hémicycle, dans lequel commençait le débat pour approuver les premiers présupposés du gouvernement d'Artur Mas, qui a réussi à les emmener de l'avant avec le soutien du PP. *En Catalogne, "les indignés" ont franchi la ligne rouge* – comme l'a affirmé le propre Mas – qui sépare la protestation pacifique des campements sur les places et les consignes assembléistes, et le libre exercice de la démocratie en attaquant ses représentants avec des attitudes violentes et délictueuses »⁴⁴.

La production d'un cadre de pensée binaire permet d'encadrer les pratiques sociales contestataires, de normaliser les gestes et les conduites. Les actes d'écriture multiples et divers, les conjugaisons imprévisibles entre le verbe et l'action, font l'objet d'une neutralisation dans le champ journalistique grâce à des notions comme « démocratie », « violence », « société civile », etc. Les normes véhiculées par cette série de concepts permettent dans le même temps de construire la figure du dissident politique.

3. « L'ANTI-SYSTÈME » CONTRE « L'INDIGNÉ ».

« Nous avons vu comment les structures syntaxiques, les usages et les significations attribuées à des concepts clefs, transforment l'expérience collective en un récit limitant sa charge subversive. Ces dispositifs discursifs s'accompagnent d'un système d'intégration et d'exclusion des sujets mobilisés. L'identification citoyenne

fonctionne comme une fiction régulatrice et normative qui a pour effet la construction d'une altérité politique. C'est une menace qui se matérialise dans la figure d'un sujet « non citoyen », baptisé par la presse « antisistema ». Cette figure, définie comme « parasite », « virus », s'apparente à un « corps étranger » au mouvement :

Le mouvement du 15-M est encore, comme à son origine, « partiellement innocent »; c'est-à-dire qu'il regroupe des milliers « d'indignés » [...] Le risque est que, moins il y ait d'adeptes, plus grandes soient les possibilités de voir les radicaux – extrême gauche et anarchistes – *qui se sont camouflés dans leurs rangs, prendre le contrôle [...] Les radicaux obscurcissent leurs origines pour que le reste ne les identifie pas [...] Ce sont les « infiltrés » du 15-M. Ceux qui ont promu et impulsé les actions d'origine ne les connaissaient pas, mais ils se sont rendus compte que ce radicalisme n'était pas le leur. Le 21 mai, juste avant les municipales, avec Sol converti en emblème, les « parasites » ont essayé de déplacer les assemblées de masse à d'autres places de Madrid et à des horaires non prévus*⁴⁵.

Le champ lexical de cet article est éloquent : « camouflés », « infiltré », « obscurs », « parasites », « prise de contrôle » etc. Pourtant, si le mot « antisystème » n'est pas employé, la syntaxe et la position centrale du terme « radical » et de ses déclinaisons fonctionnent comme des attributs du sujet « antisystème ». L'invention et la production d'un corps unifié et réifié permet d'englober tous les groupes, collectifs, personnes qui réclament une rupture avec l'ordre dominant :

«S'il y a bien quelque chose que l'on ne peut faire dans un mouvement horizontal, ouvert et pacifique comme celui-ci, c'est contrôler chaque personne qui se rend aux actes de protestations. Il y a des gens antisystèmes dans leurs rangs, bien sûr. Une minorité, mais elle est là»⁴⁶.

Il est certain qu'au fil des jours, les groupes antisystème ont fini par imposer leurs dynamiques dans le mouvement»⁴⁷.

Ainsi, « antisystème » est un terme inventé, et fonctionne comme outil de reconfiguration sociale dans la mesure où il permet de regrouper, d'homogénéiser, d'objectiver et de

marginaliser un ensemble de cultures politiques et d'identités politiques. Cette figure sociale du désordre qui apparaît avant le 15-M est une catégorie politique dont la plasticité permet d'être reconfigurée et réadaptée selon l'événement. Elle opère comme représentation et signification de l'ensemble des gestes de radicalité, permettant dans le même temps de normaliser le mouvement social. En effet, la mise en évidence de cette figure s'accompagne de l'idée que les « antisystèmes » viennent contrecarrer la « normalité » du mouvement de contestation. Dès lors, tout ce qui est signifié comme gestes « radicaux » est attribué aux « antisystèmes ».

On retrouve dans la presse écrite plusieurs aspects du langage sécuritaire analysé par le sociologue Mathieu Rigouste⁴⁸. Dans ses travaux, il met notamment en évidence comment les conceptions théoriques du contrôle sécuritaire reposent en partie sur des principes « biopolitiques ». L'Etat, conçu comme « chair » du corps national, est chargé de protéger la population, c'est-à-dire d'assurer sa « santé ». Cette même population est aussi le lieu de production de la menace. Dès lors, l'Etat œuvre à la diffusion des moyens pour garantir aux citoyens leur immunisation, en montrant - notamment par le biais des médias et des moyens de communication - les subversions qui prolifèrent dans la société. La diffusion et la promotion de « l'esprit de défense » se retrouve dans le langage et les constructions syntaxiques du champ médiatique. On remarque comment la presse écrite met en exergue l'image d'une menace, d'une subversion au sein du territoire de la contestation, que les « indignés » eux-mêmes ont pour tâche de prévenir. Cette production discursive institue une fracture au sein des identifications collectives. Concrètement, cela donne lieu au développement de pratiques d'exclusion, notamment par le refus d'une solidarité entre tous les contestataires :

«Alarte,[Secrétaire général du PSPV] cependant, a voulu faire comprendre que les agressions d'hier furent provoquées « *par des groupes antisystèmes qui n'ont rien à voir avec le mouvement du 15-M* », avec lequel le PSOE n'a « aucun problème »⁴⁹.

«Depuis le propre mouvement du 15-M on reconnaît que ceux qui plaident pour rester coûte que coûte sont les éléments les plus

radicaux, « squatteurs », « antisystèmes » et ceux qui n'ont rien à voir avec la plate forme de revendication mais qui ont fini par se convertir en parasites du campement [...] La volonté de se démarquer des antisystèmes qui veulent continuer à vivre sur la place est telle qu'ils ne leur donneront aucun soutien au cas où ils se feraient déloger [...] « Quand ils seront seuls, la police viendra pour les dégager et la première chose qu'ils feront sera d'appeler nos avocats, *mais on ne les aidera pas* » ont-ils expliqué. De fait, un porte-parole de cette commission indiquait hier que beaucoup d'organiseurs *veulent que la police déloge ceux qui voudront rester, pour qu'on arrête de les considérer comme faisant partie du mouvement*⁵⁰.

La production dichotomique des cadres d'appartenance collective résulte d'une sélection et d'une classification des pratiques de luttes selon le dualisme violence/pacifisme. Dans les discours, la violence devient l'apanage d'un groupe homogène faisant peser sur le mouvement un risque de désordre :

“Une partie de ceux qui étaient rassemblés, *les plus radicaux*, n'ont pas hésité à recourir à l'insulte ou à l'agression pure et dure. Quelques députés ont été secoués, beaucoup insultés et d'autres moins nombreux ont été arrosés de peinture. La manière dont quelques parlementaires ont du résister à leur harcèlement fut honteuse. Hier, *la frontière entre la légitime désobéissance civile et les attitudes violentes répréhensibles a été franchie*. La plus grande partie de ceux qui étaient rassemblés s'en sont aperçus, car pendant l'assemblée célébrée dans l'après midi à Barcelone on a critiqué ouvertement et majoritairement ceux qui ont participé aux agressions et revendiqué le caractère non violent du mouvement du 15-M⁵¹.”

“L'évolution des événements a confirmé les prévisions sur le fait que *le mouvement « d'indignation » du 15-M finirait par se transformer en alibi pour l'agitation antisystème* [...] L'appropriation postérieure de ce mouvement d'indigestion citoyenne par des groupes assembléistes et antisystèmes a permis à la protestation de dégénérer si ce n'est directement en violence, tout du moins en actes de pures pressions [...] La dégradation du

mouvement du 15-M se reflète dans les harcèlements des députés nationaux et valenciens, dans l'occupation du siège de la CEOE⁵² et dans d'autres actes similaires de pures provocations⁵³.”

La construction d'une figure sociale du désordre permet de faire reposer l'ensemble des gestes et des conduites violentes sur un « corps infiltré », non « représentatif » du mouvement. Bien que les travaux menés par Mathieu Rigouste s'inscrivent sur le territoire français et ses anciennes colonies, que son objet ait pour but principal la déconstruction des figures de « l'indigène-partisan » et de « l'immigré postcolonial », on remarque que les stratégies discursives produites par les langages militaires se retrouvent au sein de la presse écrite espagnole pour rendre compte d'un mouvement social. Celui-ci, caractérisé par un champ des possibles large, par un devenir instable et contingent, est bousculé par une série d'assignations normatives rendues possibles par l'administration de la peur et la création d'une menace, celle d'un ennemi tapi au cœur des territoires en luttes. Dès lors, « l'antisystème » conçu comme danger est responsable de tous les maux et de toutes les « dérives » d'un mouvement qualifié de « citoyen » qui se situe, par essence, sur le terrain du pacifisme. Le langage sécuritaire s'accompagne également d'un désir « d'immunisation » :

“Ceux qui veulent détruire le système et ceux qui veulent *convertir les indignés en antisystèmes* sont unis à travers la même cause. Avec l'irruption antidémocratique et totalitaire de Barcelone, pour ces jeunes apprentis sorciers l'Espagne est enfin devenue l'Égypte. Les artistes de la politique peuvent être contents, et les citoyens conscients, bien plus qu'alarmés⁵⁴.”

Cette peur de la contagion est transmise par l'équation qui consiste à affirmer que plus le mouvement est massif et citoyen, plus il respecte les institutions démocratiques et use d'un répertoire d'actions collectives non violent. A mesure que le mouvement devient minoritaire, il est investi par les « antisystèmes » qui le radicalisent:

“Le mouvement du 15-M, dans ses diverses variantes, a donné avec ces actions les arguments dont nécessitaient ceux qui, depuis le premier instant, espéraient des

circonstances adéquates pour le discréditer et pour transmettre à l'opinion publique une fausse image de ses participants, celle de groupes antisystèmes déstabilisateurs. Les indignés courent le risque de perdre la bataille de la communication [...] Maintenir un mouvement dans la rue est très compliqué, sauf si se produit une mobilisation massive de la citoyenneté. La durée de la protestation réduit inévitablement le numéro de participants et la radicalise. Ces mouvements ont toujours deux âmes : l'âme réformiste et pacifiste et l'âme révolutionnaire et agressive. Pendant que le nombre de mobilisés est grand le caractère civique se maintient et les groupes les plus radicaux ne rencontrent pas l'espace favorable pour se faire voir. *Mais à mesure que l'on perd de l'influence et que le groupe se réduit aux plus militants, le poids des radicaux grandit*⁵⁵.

Cette interprétation fait écho au travail mené par Ignacio Sánchez-Cuenca et Paloma Aguilar Fernández⁵⁶. Ces deux historiens affirment que la violence politique des années 1979 et 1980 en Espagne, déployée par les groupes et les collectifs radicaux, peut être comprise comme la tentative désespérée d'affirmer leurs désaccords sur la manière dont le processus transitionnel était en train de se mettre en place. La conclusion de leur travail peut se résumer à l'idée que la violence des organisations radicales est le résultat d'une situation d'exclusion et de marginalisation, d'une perte de soutien et d'appui populaires à mesure que le système démocratique se consolide. Ainsi, l'article du journaliste d'*El país* fait écho à la démonstration de ces historiens⁵⁷, soutenant que la violence politique apparaît quand la mobilisation populaire connaît un reflux. Nous pensons que cette interprétation connaît ses limites, notamment celle d'une vision mécanique et conjoncturelle qui évacue les contingences propres au déploiement de l'action collective. Ainsi, les sociologues américains Charles, Louise et Richard Tilly affirment au contraire qu'il n'existe pas de distinction claire entre « action collective violente et non violente⁵⁸ ». Par ailleurs, ils soutiennent l'idée qu'établir des différences catégoriques entre ces deux registres peut être trompeur. Pour eux, le fondamental réside dans l'irruption ou non de l'action collective ; que celle-ci adopte une forme violente ou non violente reste accidentel, lié à la contingence de la mobilisation. En outre, concernant la mobilisation du 15-M, les formes

d'action violente apparaissent sporadiquement, de manière limitée dans le temps et dans l'espace, comme à Barcelone le 15 juin lorsque les contestataires ont bloqué l'accès des députés au parlement de la Generalitat catalane, ou bien comme à Madrid ou à Valence après des manifestations.

Ainsi, selon les énoncés journalistiques, à l'origine des actions qui sortent du cadre légal, il existe une minorité agissante coordonnée, structurée, compacte et responsable des « dérives antidémocratiques ». Les mots employés pour nommer la rupture de l'ordre social et politique, tels que « émeute », « trouble », « violence », sont autant d'étiquettes de la répression qui permettent de passer sous silence la parole des acteurs et des actrices du mouvement. Cette syntaxe policière participe à la construction politique d'un sujet marqué et naturalisé par des traits de caractères spécifiques. En effet, pour donner plus d'épaisseur et de consistance à la figure de « l'antisystème », les journalistes lui attribuent toute une série de signes négatifs, rendus possibles grâce au registre du fait divers :

“Les mêmes sources ont expliqué que les antisystèmes « trafiquent de la drogue sur la place, la consomment, se saoulent, se battent entre eux avec des couteaux et mettent de la musique très fort ». Ils signalent que ces groupes se logent dans les tentes les plus négligées, telles que les maisons qu'ils ont montées dans les arbres [...]”⁵⁹

“Un fait singulier est venu fissurer à la première heure du matin la particulière monotonie de la Puerta del Sol. Un de ceux qui s'appellent « indignés » et qui était encore installé là-bas s'est battu avec quelqu'un d'autre. L'affrontement est allé jusqu'à de tels extrêmes, qu'il a mordu l'oreille de l'opposant, provoquant une déchirure importante. La victime a dû être transportée à l'Hôpital Doce de Octubre, pendant que l'agresseur supposé a été arrêté [...] Ce n'est pas la première fois que sur la place, germe de « l'indignation », se produisent des faits violents, comme l'a déjà rapporté ce journal durant la période de campement du 15-M à Sol : vols, bagarres à l'arme blanche et même des agressions sexuelles”⁶⁰.

Le fait divers permet de dépolitiser l'événement, en réduisant le mouvement social à une somme de cas et de caractères particuliers attribués au groupe des « incontrôlés », « antisystèmes », « squatteurs ». Entre « l'indigné » et « l'antisystème », il n'y a pas de frontières préétablies. Ces images sociales sont mouvantes et se déplacent constamment selon les incertitudes des événements. La construction discursive d'un groupe réifié se redessine à mesure que les expériences sociales issues de la réalité doivent être contenues, maîtrisées, et quadrillées par la biopolitique.

CONCLUSION.

L'écrivain Claude Guillon affirme que « le souci de tous les pouvoirs est de la remettre en cage [la révolte], de re-nommer sans cesse ce qui leur déplaît et les importune. Nommer pour normer. Définir pour *en finir avec*⁶¹ ». Nous avons vu comment des expériences sociales originales, fondées sur une multiplicité de points de vue et de discours, sont neutralisées à l'aide de concepts opératoires comme ceux de « citoyenneté » et « démocratie ». Ceux-ci permettent d'incorporer l'agir des protagonistes dans des enjeux de légitimation liés au statut des sujets politiques. *El Pais* use peu de considérations moralistes. Il tend à construire les séparations symboliques et binaires entre violence/pacifisme, anti-démocratie/démocratie, antisystème/citoyen indigné, mais ne s'aventure pas sur le registre du fait divers. A l'inverse, le discours analysé dans *el ABC* utilise le fait divers et l'anecdotique pour décrédibiliser le mouvement social. Si la culture politique dominante s'articule autour de valeurs, symboles et représentations contribuant à homogénéiser et naturaliser la réalité politique et sociale, des événements singuliers participent au déplacement de ses catégories de pensées. Nous sommes face à des enjeux politiques majeurs, caractérisés par la manière de nommer et d'interpréter l'événement, de mobiliser des stratégies discursives pour limiter les risques de débordements. L'irruption d'un mouvement social hors des dispositifs bureaucratiques s'accompagne ainsi d'une volonté de nommer et de construire des identifications fondées sur des systèmes de différenciation et de naturalisation de la réalité sociale.

En conclusion de son travail, Mathieu Rigouste affirme que « l'antiterrorisme est devenu le répertoire privilégié de l'Etat sécuritaire pour gérer les oppositions politiques radicales et

qu'une mécanique du bouc émissaire anarchiste a été activé », en ajoutant plus loin que « la domination médiatico-sécuritaire fonctionne comme un assemblage de machines de commandement et de spectacle⁶² ». Dès lors, l'émergence d'une figure sociale du désordre est le produit d'un programme biopolitique d'instauration de marges à la fois symboliques et réelles afin de contenir l'extension des révoltes. L'exercice de la contestation reste ainsi subordonné aux exigences du maintien de l'ordre public qui, selon Patrick Bruneteaux, se définit comme « l'intégration de la violence sociale dans un système institutionnel légitime⁶³ ».

Notes

¹ Cabrera, M.A., « La historia y los historiadores tras la crisis de la modernidad », in, Sanchez Leon, P., Izquierdo Martin, J., *El fin de los historiadores. Pensar historicamente en el siglo XXI*, Madrid, Siglo XXI, 2008, 41-60.

² Le concept de « répertoire d'action collective » a été élaboré par Charles Tilly dans l'article « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, 4, octobre 1984, 89-108.

³ Bien entendu, ces formes d'actions ont des précédents. A ce titre, voir l'ouvrage de Zambrana, J., *La alternativa libertaria: Catalunya 1976-1979*, Badalona, Ed. Fet a mà, 2000, et celui de Adell, R., *La transición política en la calle: manifestaciones políticas de grupos y masas. Madrid, 1976-1987*. Madrid, Universidad Complutense, 1989.

⁴ Izquierdo Martín, J., « El ciudadano demediado. Campesinos, ciudadanía y alteridad en la España contemporánea », in, Manuel Pérez Ledesma (ed.), *De súbditos a ciudadanos. Una historia de la ciudadanía en España*. Madrid, Centro de Estudios políticos y constitucionales, 2007, 627-656.

⁵ Ayse, C., Périès, G., « Introduction. L'ennemi intérieur. Une construction discursive et politique », *Culture & Conflit*, 43, automne 2001.

⁶ Rigouste M., *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. Paris, La Découverte, 2009.

⁷ Nous utilisons le terme « dispositif » au sens foucauldien, c'est-à-dire comme quelque chose « d'essentiellement stratégique, ce qui suppose qu'il s'agit là d'une certaine manipulation de rapports de forces, soit pour les développer dans telle direction, soit pour les bloquer, ou pour les stabiliser, les utiliser. Le dispositif est donc toujours inscrit dans un jeu de pouvoir, mais toujours lié à une ou à des bornes de savoir, qui en naissent mais, tout autant, le conditionnent. C'est ça le dispositif : des stratégies de rapports de forces supportant des types de savoir, et supportés par eux », « Le jeu de Michel Foucault », in, Foucault M., *Dits et écrits II, 1976-1988*. Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2001, 300. Cit. en

Bhabha H., *Les lieux de la culture. Une théorie postcoloniale*. Paris, Payot, 2007, 132. Ouvrage original, *The location of cultura*. London, New-York, Routledge, 1994.

8 Nous employons la notion de « biopolitique » à partir des travaux de Michel Foucault, et non ceux d'Antonio Negri ou de Giorgio Agamben, sujets à controverses. Foucault entend par « biopolitique » un ensemble de tactiques élaborées par le pouvoir pour aiguiller et orienter l'initiative des individus. La « biopolitique » est donc une forme d'exercice du pouvoir qui porte sur la vie des gens. Voir Foucault, M., *Naissance de la biopolitique, Cours au collège de France 1978-1979*. Paris, Hautes études, Gallimard-Seuil, 2004.

9 Scott, J., *Théorie critique de l'histoire. Identités, expériences, politiques*. Paris, Ed. Fayard, coll. « à venir », 2009.

10 Bourdieu, P., *Sur la télévision*, suivi de, *L'emprise du journalisme*. Paris, Liber-Raisons d'agir, 1996.

11 A ce sujet, voir le dernier numéro de la revue Tracés, « Politiques de l'exception », *Tracés*, 20, 2011.

12 Selon l'observatoire de la presse quotidienne espagnole, *El País* vend chaque jour de 390 766 exemplaires. Il est en baisse de 7,75%, mais reste le premier quotidien du pays. *El ABC* lui, vend chaque jour 170 342 exemplaires, et connaît une baisse de 17,80%.

13 « El pásaló del 2011: miles de jóvenes se organizan en las redes para exigir cambios », *El ABC*, 16 mai 2011.

14 « La manifestación de "indignados" reúne a varios miles de personas en toda España », *El País*, 16 mai 2011. « En la capital de España los convocantes lograron llenar la céntrica plaza de Cibeles con gritos de "esta crisis no la pagamos", "no más corrupción, pasamos a la acción", "manos arriba, esto es un atraco", "PSOE-PP la misma mierda es" o "futuro de mierda, trabajo precario". La plataforma elaboró un manifiesto en el que muestra la preocupación e indignación de los ciudadanos por las consecuencias de la crisis económica y la respuesta política a la misma. "Unos nos consideramos más progresistas, otros más conservadores. Unos creyentes, otros no. Unos tenemos ideologías bien definidas, otros no consideramos apolíticos. Pero todos estamos preocupados e indignados por el panorama político, económico y social que vemos a nuestro alrededor. Por la corrupción de los políticos, empresarios, banqueros...", resumen los convocantes de las protestas ». Soulligné par nous. Toutes les sources retranscrites dans cet article ont été traduites par nos soins.

15 « Movimiento 15-M: los ciudadanos exigen reconstruir la política », *El País*, 17 mai 2011. « Por primera vez la sociedad civil española se ha organizado al margen de los cauces establecidos para protestar contra los políticos [...] "No hay alternativa, esto tiene que tener una continuación", asegura. "Los partidos se han convertido en grandes

empresas ineficientes y enormemente corruptas y la ciudadanía ya es consciente de esto y les ha dicho: "No nos representáis".

16 Fassin, E., Bensa, A., « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38, 2002, 5-20. Cit. en Godicheau, F., « L'événement et les catégories du social », in, Rivaland-Guégó, C., Rodrigues, D., *Echo de l'événement de l'époque moderne à l'époque contemporaine*. Rennes, PUR, à paraître.

17 « Radiografía de los indignados de Sol: quiénes somos, qué queremos », *El ABC*, 18 mai 2011. « En la Puerta del Sol hay algo que está creciendo y que todavía los medios y la ciudadanía, por las dimensiones que está adquiriendo, no aciertan a descifrar. Los veredictos son tan heterogéneos como los jóvenes que acampan en el kilómetro cero de Madrid o los que acuden esporádicamente para protestar por la situación personal en que se encuentran [...] Ese todo no se puede desdeñar. Está emergiendo a una celeridad que sobrepasa incluso a quienes se confiesan «indignados» [...] Esos cientos de grupos corrieron a gritar su proclama común - «Que no, que no nos representan»- después de que un movimiento cívico llamado «Democracia Real ya» lograra congregarse en la calle de 60 ciudades distintas a unas 100.000 personas. Fue el 15-M [...] Para contradecir a aquellos que todavía se quedan en el cascarón de lo que significa esta movilización ciudadana, ha brotado entre los cientos de miles de personas [...] » Soulligné par nous.

18 « Miles de indignados toman la calle », *El ABC*, 18 mai 2011. « ¿Quiénes gritaron la consigna "No somos mercancía en manos de políticos y banqueros"? Pues un poco de todo: jóvenes universitarios, trabajadores autónomos que no llegan a fin de mes, padres de familia que han perdido la casa y tienen embargada la cuenta corriente, jubilados con ganas de recordar viejos tiempos o, sencillamente, ciudadanos con un espíritu cívico que les impide quedarse en casa con los brazos cruzados ».

19 « El portavoz del 15-M responde a los lectores sobre el futuro del movimiento », *El ABC*, 26 mai 2011. « Jóvenes, parados, jubilados; de izquierda, de derecha, de centro. No tienen en común casi nada, salvo el descontento con un sistema político y económico que creen que no les representa y que quieren cambiar ».

20 « 19-J: indignación masiva », *El país*, 20 juin 2011. « La democracia actual ha resultado ser cada vez más vacía de contenido para una ciudadanía con voluntad de decisión y de control sobre sus propias vidas. Un voto cada cuatro años no es suficiente para quienes reivindican la política como el ejercicio cotidiano de sus derechos, en el día a día y de abajo arriba ».

21 « El 15-M degenera en antidemocracia », *El ABC*, 16 juin 2011. « Hace ahora un mes, grupos de ciudadanos «indignados» salieron a las calles para expresar su hartazgo hacia la clase política y reclamar un cambio sustancial en el sistema ».

22 « Los indignados, de la A a la Z », *El País*, 16 juin 2011. “¿Quiénes son los indignados? Fueron multitud de plataformas las que reclamaron en principio otro sistema democrático y apoyaron las acampadas que siguieron a las primeras protestas. Hoy, los medios se refieren a quienes protestan en las calles, de forma genérica, como Movimiento 15-M o indignados, entre otros. *Se trata, recalcan, de un movimiento ciudadano*”. Souligné par nous.

23 « El espíritu del 15-M », *El ABC*, 6 juillet 2011. “Ha logrado poner de manifiesto los fallos de nuestro sistema político, las deficiencias en el funcionamiento de algunas instituciones y la falta de realismo y honestidad en las actuaciones de muchos políticos. Creo que se produjo un error importante en su planteamiento principal al pretender enterrar el actual sistema puesto que no tiene alternativa. El democrático, sin adjetivos, es, desde luego, el mejor de los existentes”.

24 « Una miniciudad en la Puerta del Sol », *El ABC*, 19 mai 2011. “Aquí”, comenta Pablo Gómez, “se trabaja de manera horizontal y autogestionada. Todo el mundo tiene la misma voz y todo el que quiera opinar puede hacerlo. Al final, se llegará a un consenso y de ahí se tomarán las decisiones”.

25 « La acampada de Sol sobrevive a las urnas », *El País*, 23 mai 2011. “Aunque el Movimiento 15-M tiene rasgos libertarios -el carácter asambleario, el rechazo a liderazgos y jerarquías- y de que en una de las pancartas más celebradas ayer podía leerse “si votar fuera útil, estaría prohibido”, los promotores de las protestas no llamaron en ningún momento a la abstención”.

26 « Los “indignados” de Sol: “No somos antisistema, pero sí pedimos un cambio del sistema” », *El ABC*, 19 mai 2011. « Juan, portavoz del colectivo, ha afirmado que no son «antisistema», que creen en la democracia, pero lo que sí piden es «un cambio en dicho sistema y en dicha democracia», para que «políticos, grandes empresas y entidades financieras hagan partícipes a todos los ciudadanos ».

27 « Un día en la República de Sol », *El País*, 19 mai 2011. “No es tarea fácil organizar la espontánea convivencia de cientos de personas, de procedencias diversas, desconocidas entre sí, en el centro de la ciudad, sin que la cosa se descontrole [...]Y todo ello, sin jerarquías y sin reproducir los métodos del sistema que se rechaza [...]En el pequeño nuevo Estado, bautizado según las bocas de metro como Plaza de la Solución, son pocos los que se atreven a hablar en su nombre y muchos los que derivan a los periodistas a la subcomisión de prensa”. Souligné par nous.

28 Voir Brossat, A., *La démocratie immunitaire*. Paris, La dispute, 2003.

29 Badiou, A. et al, *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La fabrique édition, 2009, 15.

30 « Los “indignados” de sol », *El ABC*, op.cit. “Proponen el paso de una «democracia burocrática, que le da la máxima importancia a la economía, a una democracia participativa en la que todos unidos

formen parte de la solución». En ese sentido, una de sus demandas es un cambio en la ley electoral”.

31 « De dónde vienen los indignados », *El País*, 21 juin 2011. “la pretensión de equiparar a los movilizados del pasado domingo con el cuerpo electoral del 22-M no solo resultaría aritméticamente insostenible sino que conculcaría además una regla básica —un hombre, un voto— de la democracia representativa o participativa”.

32 « La chispa adecuada », *El País*, 27 juin 2011. “Seis de cada diez españoles creen que la economía está debilitando los sistemas democráticos, según un sondeo de Metroscopia. En una parte significativa de la ciudadanía existe cierta disonancia cognitiva entre cómo ha visto desarrollarse la crisis y la idea que tienen de la democracia. No entienden que los Estados se hayan endeudado para rescatar a unos bancos que hoy reparten beneficios y les prescriben las políticas sociales que deben seguir para salir de la crisis. Así, a la tradicional insatisfacción ciudadana con la política (o mejor, con la “clase política”), se ha sumado la estupefacción ante lo que perciben como una subordinación del sistema democrático a los agentes financieros”.

33 Expression empruntée au sociologue Jean Pierre Garnier dans l’article, « La démocratie participative entre détournement et achèvement », *Le monde libertaire*, hors-série, 15 juillet-8 septembre 2010.

34 « Arranca el debate indignado sobre el estado de la nación », *El País*, 29 juin 2011. “¿Por qué el debate del pueblo sobre el estado de la nación? “Porque queremos denunciar la brecha que separa a los ciudadanos de los representantes políticos. Porque los problemas de los ciudadanos no encuentran eco en el debate del Congreso de los Diputados, lastrado por los cálculos electorales y el marketing político [...]. Con este debate reafirmamos nuestras convicciones democráticas frente a quienes aplauden y propician el poder espurio de los mercados”.

35 « El 15-M mantiene su apoyo ciudadano », *El País*, 26 juin 2011. “Así, el 71% de los españoles (83% entre los votantes del PSOE y 54% entre los del PP) considera que el 15-M es un movimiento pacífico que pretende regenerar la democracia, frente a un reducido 17% que lo considera un movimiento radical, antisistema, que pretende sustituir el actual sistema por otro”.

36 Voir Arostegui, J. (ed.), *Violencia y política en España*. Madrid, Marcial Pons, 1994.

37 « Jáuregui: “Barcelona, ayer, no fue el 15-M. El 15-M es otra cosa, una expresión pacífica de protesta” », *El ABC*, 16 juin 2011 “El ministro de la Presidencia, Ramón Jáuregui, ha sido “tajante” en una entrevista concedida a RNE al desvincular lo ocurrido ayer frente a las puertas del Parlamento de Cataluña del movimiento 15-M. “15-M es otra cosa” ha subrayado, “es una expresión pacífica y democrática de protesta”[...] Jáuregui ha señalado que ayer “hubo una mezcla de antisistema y radicalidad antidemocrática muy peligrosa con la que no tengo nada en común”; mientras que el 15-M “es una expresión pacífica y democrática de protesta,

una expresión de una queja ciudadana ante el futuro". Soulligné par nous.

38 Jaume, L., «El pensamiento en acción: por otra historia de las ideas políticas», *Ayer*, 53, 109-130.

39 «El 15-M abandona la plaza», *El País*, 30 jun 2011. "En general, todas las comisiones han coincidido en la importancia de la unidad, el respeto y la no violencia" al tiempo que se asegura haber "solucionado los pequeños conflictos que habían surgido entre algunas comisiones, y se ha retomado el ambiente solidario de la plaza", donde debe mantenerse, según los organizadores, "un ambiente cívico y respetuoso en lo que queda de la acampada".

40 «Los acampados defienden la salubridad y el respeto al comercio de Sol», *El País*, 28 mai 2011. "Los acampados en la madrileña Puerta del Sol han asegurado hoy que el campamento "no está interrumpiendo el tráfico, ni está afectando al pequeño comercio" y han defendido la "salubridad" de las tiendas de campaña y de los tenderetes como acreditaron ayer los inspectores municipales de Salud".

41 «El espíritu del 15-M», *El ABC*, op.cit. "Del mismo modo, la falta de transparencia y de rigor en la gestión del dinero público debería de ser objeto de seguimiento continuo y adecuado por parte de la sociedad civil, que es donde considero que habrían de integrarse los indignados de buena fe. Esta sociedad civil necesariamente tendrá que asumir un protagonismo mucho mayor en la construcción del futuro colectivo. Por contra, los políticos con cortedad de miras que actúan únicamente pensando en la rentabilidad electoral deben apartarse de la vida pública".

42 Sur la notion de société civile, voir Offerlé, M., *La société civile en question*. Paris, La Documentation française, 2004.

43 «El 15-M degenera en antidemocracia», *El ABC*, op.cit. "Lo llaman democracia y no lo es", gritaban entre sus consignas. Un mes después, *lo que no parece democracia es la deriva que el movimiento original ha tomado*: un alcalde, el de Madrid, que no puede pasear con su familia en su tiempo libre dado que decenas de exaltados se han citado frente a su casa para insultarle porque este año no habrá música de madrugada en Chueca. Diputados que no pueden acceder a sus escaños, presidentes autonómicos obligados a llegar en helicóptero a su parlamento, concejales legitimados en las urnas que son increpados mientras asisten a sus sesiones de investidura..." Soulligné par nous.

44 «ataque indignante contra la democracia en Cataluña», *El ABC*, 15 jun 2011. "Más de 3.000 «indignados» del movimiento 15-M, congregados desde la noche anterior en el Parque de la Ciudadela de Barcelona, a las puertas del Parlamento catalán, asediaron durante todo el día de ayer a los 135 diputados de esta institución, que fueron vejados, insultados, agredidos y coaccionados violentamente para impedir el normal desarrollo del pleno previsto. Los «indignados» trataban de impedir su acceso al

hemiciclo, donde se iniciaba el debate para aprobar los primeros presupuestos del Gobierno de Artur Mas, quien consiguió sacarlos adelante con el respaldo del PP. En Cataluña, *los «indignados» sobrepasaron la línea roja* —como dijo el propio Mas— que media entre la protesta pacífica de acampadas en plazas y consignas asamblearias, y el libre ejercicio de la democracia atacando a sus representantes con actitudes violentas y delictivas". Soulligné par nous.

45 «El declive del 15-M abre la puerta a la izquierda radical», *El ABC*, 11 juillet 2011. "El movimiento 15-M es aún, como en su origen, «parcialmente inocente»; es decir, aglutina a miles de «indignados» [...] El riesgo es que, a menor número de seguidores, mayores posibilidades existen de que los radicales —extrema izquierda y anarquistas— que se han camuflado en sus filas tomen el control [...] Los radicales «oscurecen» su origen para que el resto no los identifiquen [...] Son los «infiltrados» del 15-M. Quienes promovieron e impulsaron las actuaciones originales no les conocían, pero se dieron cuenta de que ese radicalismo no era el suyo. El 21 de mayo, justo antes de las municipales, con Sol convertido en emblema, los «parásitos» intentaron trasladar las asambleas multitudinarias a otras plazas de Madrid y en horarios no previstos".

46 «Los indignados no son violentos», *El país*, 15 jun 2011. "Si algo no puede hacer un movimiento horizontal, abierto y pacífico como este es controlar a cada uno de los que acuden a sus actos de protesta. Hay gente antisistema entre sus filas, claro. Una minoría, pero ahí está".

47 «Cercos violentos», *El País*, 15 jun 2011. "Es cierto que con el paso de los días los grupos antisistema han acabado imponiendo su dinámica en el movimiento".

48 Rigouste, M., *L'ennemi intérieur*, op.cit.

49 «Rubalcaba suspende su viaje a Valencia tras los incidentes del movimiento 15-M», *El País*, 10 jun 2011. "Alarte, no obstante, ha querido dejar claro que las agresiones de ayer fueron provocadas *"por grupos antisistema que nada tienen que ver con el Movimiento 15-M"*, con el que el PSOE no tiene "ningún problema" Soulligné par nous.

50 «Los indignados organizan ahora una acampada itinerante», *El ABC*, 13 jun 2011. "Desde el propio movimiento del 15-M se reconoce que quienes abogan por quedarse caiga quien caiga son los elementos más radicalizados, «okupas», antisistema y aquellos que nada tienen que ver con la plataforma reivindicativa pero que han acabado por convertirse en parásitos de la acampada [...] la voluntad de desmarcarse de los antisistema que quieren seguir viviendo en la plaza es tal que no les darán respaldo en el caso de que sean desalojados [...] Cuando se queden solos, vendrá la policía a echarlos y lo primero que harán será llamar a nuestros abogados, *pero no les vamos a ayudar*», explican. De hecho, un portavoz de esta comisión indicaba ayer que muchos organizadores *quieren que la policía desaloje a los*

que se quedan, para que se les deje de relacionar con el movimiento". Souligné par nous.

51 « Cerco violento », *El País*, op.cit. "Parte de los concentrados, *los más radicales*, no dudaron en recurrir al insulto o a la agresión pura y dura. Algunos diputados fueron zarandeados, muchos insultados y a unos pocos se les roció con pintura. La forma en que algunos parlamentarios tuvieron que romper el asedio fue bochornosa. Ayer se cruzó *la frontera entre la legítima desobediencia civil y las reprochables actitudes violentas*. La mayor parte de los concentrados se apercibieron de ello, pues en la asamblea celebrada por la tarde en Barcelona se criticó abiertamente y de forma mayoritaria a quienes participaron en agresiones y se reivindicó el *carácter no violento* del Movimiento del 15-M". Souligné par nous.

52 Confédération Espagnole des Organisations Entrepreneuriales. Equivalent du MEDEF en France.

53 « Lo que queda del 15-M », *El ABC*, 11 juin 2011. "El desarrollo de los acontecimientos ha confirmado las previsiones de que *el movimiento de «indignación» del 15-M acabaría transformado en una coartada para la agitación antisistema* [...]La posterior apropiación de este movimiento de hartazgo ciudadano por grupos asamblearios y antisistema ha hecho que la protesta haya degenerado en actos de pura coerción, cuando no directamente de violencia [...]La degradación del movimiento del 15-M está reflejada en los acosos a los Parlamentos nacional y valenciano, en la ocupación de la sede de la CEOE y en otros actos similares de pura provocación. Souligné par nous.

54 « España no es Egipto », *El País*, 19 juin 2011. Quienes quieren destruir el sistema y quienes quieren *convertir a los indignados en antisistema*, unidos en la misma causa. Con la erupción antidemocrática y totalitaria en Barcelona, en la retorta de estos aprendices de brujo por fin España ya es Egipto. Los artistas de la política pueden estar contentos, y los ciudadanos conscientes, más que alarmados". Souligné par nous.

55 « Marcaje al diputado », *El País*, 16 juin 2011. *El* "Movimiento 15-M, en sus diversas variantes, ha dado con estas acciones los argumentos que necesitaban los que, desde el primer momento, esperaban la circunstancia adecuada para desacreditarlos y para transmitir a la opinión pública una imagen falsa de ellos, como grupos antisistema desestabilizadores. Los indignados corren el riesgo de empezar a perder la batalla de la comunicación [...] Mantener un movimiento en la calle es muy complicado, salvo que se produzca una movilización masiva de la ciudadanía. La duración de la protesta reduce inevitablemente el número de participantes y la radicaliza. Estos movimientos siempre tienen dos almas: el alma reformista y pacífica y el alma revolucionaria y agresiva. Mientras el número de movilizados es grande se mantiene el carácter cívico y los grupos más radicales no encuentran espacio favorable para hacerse notar. Pero a medida que se va

perdiendo afluencia y que el grupo se reduce a los más militantes, el peso de los radicales crece".

56 Sánchez-Cuenca, I., Aguilar Fernández, P., « Violencia política y movilización social en la transición española », in, *Violencias y transiciones políticas a finales del siglo XX. Europa del sur – América latina*, Casa de Velázquez, vol. 110, Madrid, 2009, 95-111.

57 Bien entendu, le travail de ces deux historiens repose sur une solide méthode empirique, non sur des présupposés et idées reçues, comme c'est le cas du journaliste. Le propos n'est pas de placer sur une même échelle de valeur un travail historique avec un article de journal.

58 Tilly C. et al, *The rebellious century: 1830-1930*, Londres, J.M Dent and Sons, 1975, 282 et 87. Cit. en Sánchez-Cuenca, I., Aguilar Fernández, P., « Violencia política... », op.cit, 96.

59 « Grupos antisistema se niegan a abandonar la plaza de Cataluña », *El ABC*, 12 juin 2011. "Las mismas fuentes han explicado que los antisistema "trafican con drogas en la plaza, las consumen, se emborrachan, se pelean entre ellos con cuchillos y ponen música a mucho volumen". Señalan que estos grupos están alojados en las carpas más desaliñadas, como las casas que se han montado en los árboles [...]".

60 « Un "indignado" arranca una oreja a otro de un mordisco », *El ABC*, 11 juillet 2011. "Un singular suceso resquebrajó a primera hora de la madrugada de ayer la particular monotonía de la Puerta del Sol. Uno de los llamados «indignados» que aún continuaba allí asentado se enzarzó en una pelea con otro. El enfrentamiento llegó a tales extremos, que mordió en la oreja a su oponente, al que le provocó un importante desgarro. La víctima tuvo que ser trasladada al Hospital Doce de Octubre, mientras que el presunto agresor fue detenido [...] No es la primera vez que en la plaza germen de la «indignación» se producen sucesos violentos, como ya ha informado este diario durante el periodo de acampada del 15-M en Sol: robos, peleas con arma blanca e incluso agresiones sexuales".

61 Guillon, C., « "Mouvance anarcho-autonome" : généalogie d'une invention », 1^{er} décembre 2008, disponible sur internet sur : <http://claudeguillon.internetdown.org/>.

62 Rigouste, M., op.cit, 310.

63 Bruneteaux, P., *Maintenir l'ordre*. Paris, Presse de Sciences Politiques, 1996, 34.